

**N° AC25332**

## **CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES**

**« DÉVELOPPER SA POSTURE MANÉGÉRIALE DE DIRECTION »**

***ENTRE :***

**Uniformalog, l'Opco de la Cohésion sociale**, représenté par sa Présidente,  
Madame Catherine GATTI.

et par son Vice Président,  
Monsieur David CLUZEAU.

**Adresse :** 43, boulevard Diderot – BP 80057 – 75560 PARIS Cedex 12

**N° Siret :** 309 065 043 001 63

***D'UNE PART***

***ET :***

**EVOXING**, désigné ci-après par l'organisme de formation et représenté par son Responsable de  
Formation, Monsieur LE DIRECTEUR.

**Adresse :** 7 RUE VEYSSIERE 33800 BORDEAUX

**N° de Déclaration d'activité :** 75 33 14322 33

***D'AUTRE PART***

***IL EST CONVENU CE QUI SUIT :***

## **Article 1 : Objet du contrat**

L'**organisme de formation** s'engage à réaliser pour le compte d'**Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale**, l'action de formation intitulée :

### **DÉVELOPPER SA POSTURE MANÉGÉRIALE DE DIRECTION**

auprès des salariés (et des dirigeants bénévoles si l'action leur est ouverte, cf. annexe pédagogique) des entreprises adhérentes à **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale**.

Elle sera conduite par l'**organisme de formation** avec ses moyens propres, ou grâce au concours d'intervenants avec lesquels l'**organisme de formation** aura signé au préalable une convention ou un accord de prestation pour encadrer cette intervention.

## **Article 2 : Nombre de session(s), durée d'une session, date(s) et lieu(x) de réalisation**

Nombre de session(s) : 1

Nombre de jour(s) par session : 8,00

Nombre d'heures par jour : 7,00

Date(s) de réalisation : du 08/12/2023 au 02/07/2024

Lieu de réalisation : 33 - GIRONDE

## **Article 3 : Contenu pédagogique**

Le contenu de cette action est défini par une annexe pédagogique ci-jointe.

## **Article 4 : Conditions de réalisation**

**4.1** Les stagiaires sont **obligatoirement des personnels d'entreprises adhérentes à Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale** et doivent figurer sur la liste d'émargement validée et transmise par **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale** avant le début de la session.

**4.2** Si le nombre d'inscrits est inférieur à 8, au moment de la validation par **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale**, celle-ci peut être reportée ou annulée. **Toute session annulée ne pourra faire l'objet d'une facturation.**

**4.3** Le nombre maximum de participants est fixé à 12 pour chaque session.

**4.4** Toute modification dans la réalisation de l'action prévue (changement d'intervenant, modification des contenus du programme ou des supports pédagogiques) devra être soumise à **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale, pour validation**, avant la réalisation de la session.

**4.5** Les Instances Politiques de **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale** ou par délégation les Services Techniques, peuvent intervenir au cours de la formation et notamment à l'ouverture et la clôture pour contrôler la bonne exécution de l'action de formation.

**4.6** L'**organisme de formation** s'engage à trouver une salle de formation en adéquation avec les objectifs de la formation et répondant aux obligations en matière d'accessibilité des personnes en situation de handicap. L'**organisme de formation** devra communiquer l'adresse et le numéro de téléphone des lieux de formation à **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale** au plus tard deux mois avant le début de la session.

Si l'adresse est modifiée après l'envoi des convocations par **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale**, l'**organisme de formation** s'engage à en informer aussitôt **Uniformalion, l'Opco de la Cohésion sociale** ainsi que les stagiaires.

**4.7** Si l'**organisme de formation** souhaite communiquer sur cette action auprès des adhérents d'**Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**, il s'engage au préalable à soumettre son communiqué à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** pour validation et accord.

**4.8** L'action de formation devra respecter et être dans le champs des articles R. 6316-1 à R. 6316-4 intégrés dans le code du travail par un décret du 30 juin 2015 via les 6 critères de qualité. L'**organisme de formation** doit être référencé par **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** via son catalogue de référence.

#### **Article 5 : Engagements du prestataire**

Dans le cadre du présent contrat de prestations, l'**organisme de formation** s'engage à :

- respecter et être à jour de l'ensemble de ses obligations légales, administratives, comptables en tant que dispensateur de formation professionnelle continue ;
- justifier auprès de l'organisme financeur/OPCO du respect des critères qualité et de sa capacité à dispenser une action de formation de qualité conformément aux articles R. 6316-1 à R. 6316-4 du Code du travail et tels que définis dans le décret n° 2015-790 du 30 juin 2015 relatif à la qualité des actions de la formation professionnelle continue (l'identification précise des objectifs de la formation et son adaptation au public formé, l'adaptation des dispositifs d'accueil, de suivi pédagogique et d'évaluation aux publics de stagiaires ; l'adéquation des moyens pédagogiques, techniques et d'encadrement à l'offre de formation ; la qualification professionnelle et la formation continue des personnels chargés des formations ; les conditions d'information du public sur l'offre de formation, ses délais d'accès et les résultats obtenus et la prise en compte des appréciations rendues par les stagiaires) ;
- s'investir dans la démarche de référencement par l'OPCO sur un catalogue de référence des prestataires de formation remplissant les critères qualité. Si ce référencement n'est pas effectif au moment de la signature du contrat, celui-ci sera caduc.

#### **Article 6 : Conditions financières**

Conformément à la réponse au cahier des charges, le coût pédagogique de la réalisation de cette action est fixé à :

**14 400,00 €** (TVA incluse si l'organisme de formation y est assujetti) maximum

Ce montant global intègre :

- Le coût pédagogique pour un montant de : 14 400,00 € maximum.

Si cette action de formation est composée de plusieurs sessions, le coût d'une session correspond au montant total divisé par le nombre de sessions.

La prise en charge d'**Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** pour cette action de formation ne pourra avoir un caractère de reconduction automatique.

#### **Article 7 : Annulation de session par l'organisme de formation**

Si l'**organisme de formation** annule une session après qu'**Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** la lui ait confirmée (cf. Article 4.1), les éventuels frais relatifs à cette session seront à la charge de l'**organisme de formation** qui ne pourra en aucun cas en demander le règlement à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**.

## **Article 8 : Cofinancement**

Dans le cas où l'**organisme de formation** bénéficierait d'un autre financement non prévu initialement, il s'engage à en informer **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** et à déduire le montant correspondant de la facture qu'il adressera à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**.

## **Article 9 : Document à transmettre aux stagiaires**

**L'organisme de formation** s'engage à remettre à chaque stagiaire, une attestation nominative de fin de formation à l'issue de la formation, ou à l'envoyer directement à chaque stagiaire au plus tard un mois après la fin de la session.

Cette attestation devra préciser la nature, les acquis et la durée de la session.

Le non-respect de cette obligation expose l'**organisme de formation** à une annulation de sa déclaration d'activité par l'administration (Article L 6351-4 modifié du code du travail).

En aucun cas, l'**organisme de formation** ne devra envoyer ces attestations nominatives à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**.

## **Article 10 : Conditions de règlement**

A l'issue de chaque session l'**organisme de formation** adressera à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** :

**10.1** Le formulaire de Demande de Règlement Action Collective dûment complété. Ce document est transmis par **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** en même temps que la liste d'émargement.

**10.2** La facture originale détaillant les coûts. Cette facture précisera les dates et lieux des sessions réalisées.

**10.3** Le(s) certificat(s) de réamisation ou l'original de la liste d'émargement des stagiaires que l'**organisme de formation s'engage** à faire tenir ½ journée par ½ journée et qui devra être signée par le responsable de la formation. Cette liste devra impérativement comporter :

- le nom et prénom du stagiaire,
- la raison sociale et adresse de son employeur,
- le n° lcom (n° adhérent **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**),
- la signature du stagiaire correspondant à sa participation effective (Art. R 6332-25 du Code du Travail).

**10.4** Les documents d'évaluation fournis par **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** et complétés par l'**organisme de formation** :

- « Evaluation de la formation par le formateur »
- « Evaluation de fin de formation par le stagiaire »

Le règlement par virement bancaire ne pourra être effectué qu'après transmission de ces documents – **au plus tard un mois après la fin de chaque session** – à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** – Délégation Nouvelle-Aquitaine – Parc Cadera Sud – 6 Avenue Ariane – CS 40088 – 33693 MERIGNAC Cedex. **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** se réserve le droit de suspendre ou d'annuler tout règlement en cas de non-respect des engagements incombant à l'**organisme de formation**.

L'**organisme de formation** s'engage à transmettre son relevé d'identité bancaire (RIB) avec la première facture qu'il enverra à **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale**.

**10.5** **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** se réserve le droit de suspendre tout règlement en cas de non-respect par l'**organisme de formation** des engagements lui incombant.

**10.6** Lors d'un contrôle en cas d'anomalies constatant un financement en indéquation avec la réalité **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** pourra demander le reversement par l'organisme de formation des sommes qu'il aurait indûment perçues dans un délai maximum de vingt-et-un (21) jours.

### **Article 11 : Obligation réglementaire**

**L'organisme de formation** pourra fournir, à tout moment, les justificatifs du versement de ses contributions sociales, fiscales et conventionnelles.

### **Article 12 : Mise en conformité au règlement général sur la protection des données (RGPD)**

#### **12.1 Objet**

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement général sur la protection des données) entré en application le 25 mai 2018 et abrogeant la directive 95/46/C, à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, telle que modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, aux décrets pris pour son application et aux délibérations et aux recommandations prises par la CNIL en la matière, **Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** veille à renforcer la responsabilité des parties prenantes aux contrats qu'il porte, en s'assurant de la conformité de leurs activités et services à l'ensemble de ces dispositions.

#### **12.2 Missions et engagement des parties**

S'agissant d'**Uniformation, l'Opco de la Cohésion sociale** :

- Qualifié de responsable de traitement des données à caractère personnel relatives aux bénéficiaires des actions de formation, en ce qu'il détermine les finalités et les moyens du traitement et en ce qu'il collecte directement ou indirectement ces données auprès des personnes bénéficiaires.

S'agissant de **l'organisme de formation** :

- Qualifié de sous-traitant des Données à caractère personnel en ce qu'il traite des données des bénéficiaires des actions de formation au sens du RGPD exclusivement dans l'exercice des missions qui lui sont confiées dans le cadre du présent contrat.

Dans le seul cadre de ses missions, le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte d'**UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** les données à caractère personnel (nom et prénom du stagiaire, sa fonction, sa catégorie socio-professionnelle, les 10 premiers chiffres de son numéro de Sécurité Sociale, la raison sociale de sa structure, son email, son n° de téléphone etc) contenues dans les données saisies ou importées par **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE**.

Le sous-traitant met à la disposition d'**UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris les inspections, par le sous-traitant, ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le sous-traitant s'engage à ne traiter les données à caractère personnel qui lui sont confiées par **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** qu'aux seules fins de lui fournir les services dont il assure l'exécution.

Si le sous-traitant considère qu'une instruction à son encontre constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français, relatif à la protection des données, il en informe le responsable de traitement sous un délai maximum de quarante-huit (48) heures. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit français, il informe **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** de cette obligation juridique avant le traitement sous un délai maximum de quarante-huit (48) heures, sauf disposition légale contraire.

Le sous-traitant fournit à **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** les informations et documents nécessaires pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ou pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories de traitement effectuées pour le compte du responsable du traitement comprenant l'ensemble des informations prévues à l'article 30.2 du RGPD. Il met à disposition d'**UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** la documentation et tout élément utile pour la réalisation de son propre registre de toutes les activités de traitement. **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE**, en tant que responsable de traitement, demeure responsable de la tenue de son propre registre des activités de traitement effectuées sous sa responsabilité conformément à l'article 30.1 du RGPD.

### 12.3 Principes de traitement des données

Les parties s'engagent à respecter les principes définis par l'article 5 du RGPD pour tout traitement qui vise des données à caractère personnel, et à satisfaire les conditions suivantes :

1° Les données sont collectées et traitées de manière loyale et licite.

2° Elles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités.

Toutefois, un traitement ultérieur de données à des fins statistiques ou à des fins de recherche scientifique ou historique, est considéré comme compatible avec les finalités initiales de la collecte des données, sous réserve de garanties appropriées.

3° Elles sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leur traitement ultérieur.

4° Elles sont exactes, complètes et, si nécessaire, mises à jour ; les mesures appropriées doivent être prises afin que les données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou traitées soient effacées ou rectifiées.

5° Elles sont conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée qui n'excède pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées.

### 12.4 Droits des personnes concernées

Conformément aux articles 13 et 14 du RGPD, il appartient à **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** de fournir toute information utile aux personnes concernées par les opérations de traitement de la collecte des données personnelles, quel que soit le procédé de la collecte de ces données.

Si des personnes physiques exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci adresse ces demandes à **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE**, dès réception, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, par courrier électronique afin qu'**UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** y donne la suite qui convient.

### 12.5 Sécurité des données

Dans le respect de l'article 32 du RGPD, le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque dans le cadre de ses missions et afin d'en assurer la sécurité et la confidentialité, notamment pour empêcher que ces données soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le sous-traitant veille à ce que les personnes dont il a la responsabilité et autorisées à traiter les données à caractère personnel, s'engagent à respecter la sécurité et la confidentialité. Il reçoit la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le sous-traitant notifie par email et par courrier à **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE**, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE**, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et/ou aux personnes concernées. **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** doit fournir au sous-traitant, une adresse mail de permanence.

En application de l'article 32 du RGPD, **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant de garantir la confidentialité et la sécurité des données personnelles dont il assure le traitement.

## **12.6 Conformité et confidentialité des données**

Le sous-traitant est tenu de respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et en matière d'accountability (c.-à-d. d'obligation de mettre en œuvre des mécanismes et des procédures internes permettant de démontrer le respect des règles relatives à la protection des données).

Il ne peut y avoir aucune conservation, ni archivage des données personnelles par le sous-traitant.

Le sous-traitant doit assurer des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement des données réponde aux exigences du règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée, en application de l'article 28 du RGPD. Le sous-traitant sera le seul garant de la qualité et de l'authenticité des services et des livrables attendus par **UNIFORMATION, L'OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE** au titre de cette mission.

Le sous-traitant sera tenu de considérer comme confidentiels, et relevant du secret professionnel auquel il sera soumis, les informations, données et enregistrements de toute nature, communiqués dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le sous-traitant sera tenu de ne pas divulguer lesdites données et informations confidentielles à quiconque.

Le sous-traitant sera tenu de ne pas utiliser en dehors de sa mission, ni communiquer, les données comprises dans les fichiers qui lui auront été transmis pour la réalisation de sa mission et à les détruire au terme de la mission.

Le sous-traitant s'engagera à respecter la présente clause de conformité et confidentialité conformément à l'article 226-13 du Code pénal.

Le sous-traitant, toutefois ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

### ***Article 13 : Obligation d'information***

Chaque partie s'engage à informer l'autre partie dans un délai de quarante-huit (48) heures, de toute modification de ses conditions d'exercice (changement d'activité ou de statut, fusion, cession etc.) de nature à affecter l'exécution du présent contrat. En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile doit être notifié à l'autre partie. La notification de ces modifications doit être impérativement accompagnée des pièces justificatives correspondantes.

### ***Article 14 : Durée du contrat***

Le présent contrat prend effet à la date de sa signature pour se terminer au plus tard deux mois après la date de la dernière session programmée dans le cadre de ce contrat.

### ***Article 15 : Recours et garanties***

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des clauses ou d'inexécution partielle ou totale de ses engagements résultant du présent contrat, et après que toute tentative d'arrangement amiable ait été tentée, la partie lésée se réserve le droit de faire constater cette inexécution ou non-respect par huissier, et de saisir la juridiction compétente pour réparation du préjudice subi.

### ***Article 16 : Juridiction compétente en cas de litige***

Le présent contrat est soumis aux lois et règlements français. Tout différend né de son interprétation et/ou de son exécution sera soumis à défaut de solution amiable aux juridictions françaises. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour régler le litige.

Fait à Paris, le 21 novembre 2023

en deux exemplaires

Pour la Présidence d'**Unifformation, l'Opco de la  
Cohésion sociale**

**Mylène VANTOURS-BURGUIERE**  
Déléguée régionale

Pour l'organisme de formation  
**EVOXING**

**Claire BOUCHET**  
Directrice



**ANNEXE AU CPS DE L'ACTION:  
"DÉVELOPPER SA POSTURE MANÉGÉRIALE DE DIRECTION"  
N° "AC25332"**

Liste des entreprises participantes:

N° ICOM	Raison Sociale	Code Postal	Ville
24773929	CENTRE SOCIAL FAMILIAL BORDEAUXNORD	33300	BORDEAUX
24775296	ASSOC FOYER FRATERNEL	33300	BORDEAUX
24963907	ASSOCIATION LA CHATAIGNERAIE	33600	PESSAC
24964506	ASSO CSC BEAUDESERT	33700	MERIGNAC
24964832	ESPACE SOC ET D'ANIM ALAIN COUDE	33600	PESSAC
24971917	CSC DE MARTIGNAS	33127	MARTIGNAS SUR JALLE
25068727	CONFLUENCES	33160	SAINT MEDARD EN JALLES
28685722	FEDE CENTRES SOCIAUX DE GIRONDE	33150	CENON
28798822	UNIRE	33270	FLOIRAC